

IIAG 2024 : Principales conclusions



GOUVERNANCE GLOBALE



SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT

Sécurité et sûreté



- Absence de conflit armé
- Absence de violences à l'encontre de la population civile
- Absence de migration forcée
- Absence de traite des personnes et de travail forcé
- Absence de criminalité
- Perception des citoyens en matière de sécurité et de sûreté

État de droit et justice



- Respect de l'état de droit par le pouvoir exécutif
- Impartialité du système judiciaire
- Procédures judiciaires
- Égalité devant la loi
- Application de la loi
- Droits de propriété
- Perception des citoyens en matière d'état de droit

Redevabilité et transparence



- Contrepouvoirs institutionnels
- Absence d'influence indue
- Contrepouvoirs civiques
- Transparence des archives publiques
- Accès aux archives publiques
- Perception des citoyens en matière de redevabilité

Lutte contre la corruption



- Dispositifs anti-corruption
- Absence de corruption au sein des institutions d'État
- Absence de corruption au sein du secteur public
- Procédures de passation des marchés publics
- Absence de corruption au sein du secteur privé
- Perception des citoyens en matière de lutte contre la corruption



PARTICIPATION, DROITS ET INCLUSION

Participation



- Libertés d'association et de réunion
- Pluralisme politique
- Espace accordé à la société civile
- Élections démocratiques
- Gouvernance délibérative et participative
- Perception des citoyens en matière de participation politique

Droits



- Libertés individuelles
- Liberté d'expression et de croyance
- Liberté des médias
- Liberté numérique
- Protection contre la discrimination
- Perception des citoyens en matière de liberté d'expression

Inclusion et égalité



- Égalité en matière de pouvoir politique
- Égalité en matière de représentation politique
- Égalité en matière de libertés individuelles
- Égalité en matière d'opportunités socioéconomiques
- Égalité en matière d'accès aux services publics
- Perception des citoyens en matière d'inclusion et d'égalité

Parité



- Pouvoir et représentation politiques des femmes
- Égalité en matière de droits et de libertés individuelles des femmes
- Opportunités socioéconomiques pour les femmes
- Égalité d'accès des femmes aux services publics
- Législation contre les violences à l'encontre des femmes
- Perception des citoyens en matière de leadership féminin



FONDEMENTS DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

Administration publique

- État civil
- Capacité du système statistique
- Efficacité de l'administration
- Mobilisation des ressources fiscales
- Gestion budgétaire et financière
- Perception des citoyens en matière de facilité d'obtention d'un document d'identité

Environnement des affaires et du travail

- Intégration régionale
- Diversification économique
- Régulation des affaires et de la concurrence
- Accès à des services bancaires
- Relations du travail
- Fiabilité des opportunités d'emploi
- Perception des citoyens en matière d'opportunités économiques

Infrastructures

- Réseaux de transport
- Accès à l'énergie
- Communications mobiles
- Accès numérique
- Réseau de transport et postal
- Perception des citoyens en matière d'infrastructures

Économie rurale

- Accès au foncier et à l'eau en milieu rural
- Accès au marché en milieu rural
- Soutien de l'économie rurale
- Représentation et participation en milieu rural



DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Santé

- Accès aux soins de santé
- Accès à l'eau et à l'assainissement
- Contrôle des maladies contagieuses
- Contrôle des maladies non contagieuses
- Santé infantile et maternelle
- Qualité de la santé
- Perception des citoyens en matière de prestation des soins de santé

Éducation

- Égalité en matière d'éducation
- Scolarisation
- Achèvement des études
- Ressources humaines dans l'enseignement
- Qualité du système éducatif
- Perception des citoyens en matière de services éducatifs

Protection sociale et services sociaux

- Filets de protection sociale
- Politiques de lutte contre la pauvreté
- Correction des inégalités socioéconomiques
- Logement décent
- Sécurité alimentaire
- Perception des citoyens en matière de protection sociale et de pauvreté vécue

Environnement durable

- Protection de l'environnement
- Respect de la politique environnementale
- Qualité de l'air
- Utilisation durable des terres et des forêts
- Protection de la biodiversité terrestre et aquatique

Publié depuis 2007, l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG) évalue les performances de chaque pays africain en matière de gouvernance au cours des dix dernières années pour lesquelles des données sont disponibles. La Fondation Mo Ibrahim définit la gouvernance comme la fourniture de biens publics dans les domaines politique, social, économique et environnemental que chaque citoyen est en droit d'attendre de l'État, et que tout État est tenu de délivrer à ses citoyens.

Chaque ensemble de données de l'IIAG couvre la dernière décennie de données disponibles. L'IIAG 2024 couvre la décennie 2014-2023. Les données de l'IIAG proviennent de 49 sources de données, auprès desquelles sont recueillies 322 variables, regroupées en 96 indicateurs.

Les indicateurs de l'IIAG sont organisés en 16 sous-catégories et quatre catégories (*Sécurité et état de droit ; Participation, droits et inclusion ; Fondements des opportunités économiques ; Développement humain*), qui constituent le score de *Gouvernance globale*. Chacune des quatre catégories est composée de quatre sous-catégories. Chacune des 16 sous-catégories est composée d'un nombre d'indicateurs allant de quatre à sept. Dans la mesure du possible, chaque sous-catégorie comprend un indicateur composé de variables de perception des citoyens produites par Afrobaromètre.

Près de 95 % des indicateurs de l'IIAG 2024 (90 sur 96) sont des indicateurs consolidés à partir de plusieurs variables collectées. Le recueil de données de l'IIAG 2024 comprend au total plus de 265 000 données..

Catégories	Sous-catégories
Sécurité et État de droit	Sécurité et sûreté État de droit et justice Redevabilité et transparence Lutte contre la corruption
Participation, droits et inclusion	Participation Droits Inclusion et égalité Parité
Fondement des opportunités économiques	Administration publique Environnement des affaires et du travail Infrastructures Économie rurale
Développement humain	Santé Éducation Protection sociale et services sociaux Environnement durable

Quatre critères principaux peuvent être utilisés pour analyser la performance d'un pays ou d'un indicateur de gouvernance dans l'IIAG 2024 : le score et le rang atteint l'année finale, l'évolution au cours de la décennie sous revue et la trajectoire suivie au cours de la période.

Scores et classements

Arrondis à une décimale près, les scores de l'IIAG quantifient la performance d'un pays pour chaque indicateur de gouvernance, exprimée sur 100,0 (100,0 représentant toujours le meilleur score), et ce pour chaque année.

Calculés à partir des scores respectifs, les classements sont exprimés sur 54. Lorsqu'au moins deux pays ont le même score, ils partagent la même place dans le tableau de classement.

Évolutions et trajectoires

Les évolutions sur dix ans de l'IIAG mesurent le changement de score entre la première et la dernière année de la série temporelle. Les évolutions sur dix ans de l'IIAG 2024 comparent la performance atteinte en 2023 à celle atteinte en 2014.

Les trajectoires constituent un quatrième niveau d'analyse, qui vient compléter scores, classements et évolutions sur dix ans. Les trajectoires permettent d'évaluer le taux de variation annuel moyen au cours des cinq dernières années (2019-2023) par rapport à celui enregistré sur l'ensemble de la période de dix ans (2014-2023). Cette comparaison permet de déceler les signes précurseurs d'un changement d'orientation et de rythme des trajectoires suivies par les pays (les « tendances au sein des tendances »).

Tendance	Caractéristique
Progression accélérée	Le score 2023 est meilleur qu'en 2014 et la progression s'accélère depuis 2019
Progression ralentie	Le score 2023 est meilleur que celui de 2014, mais la progression ralentit depuis 2019
Signal d'alerte	Le score 2023 est meilleur que celui de 2014 ou n'a pas évolué, mais il régresse depuis 2019
Redressement	Le score 2023 est inférieur à celui de 2014 ou n'a pas évolué, mais il s'améliore depuis 2019
Détérioration ralentie	Le score 2023 est inférieur à celui de 2014, mais la détérioration ralentit depuis 2019
Détérioration accélérée	Le score 2023 est inférieur à celui de 2014 et la détérioration s'accélère depuis 2019



Gouvernance globale

Moyenne africaine

Source : Fondation Mo Ibrahim

Score 2023 (sur 100,0)	49,3
Évolution sur 10 ans (2014-2023)	+1,0
Trajectoire : Évolution sur 5 ans (2019-2023) comparée à l'évolution sur 10 ans	Progression ralentie

Pays africains

Évolution sur 10 ans (2014-2023) par nombre de pays



Trajectoire : Évolution sur 5 ans (2019-2023) par rapport à l'évolution sur 10 ans, par nombre de pays

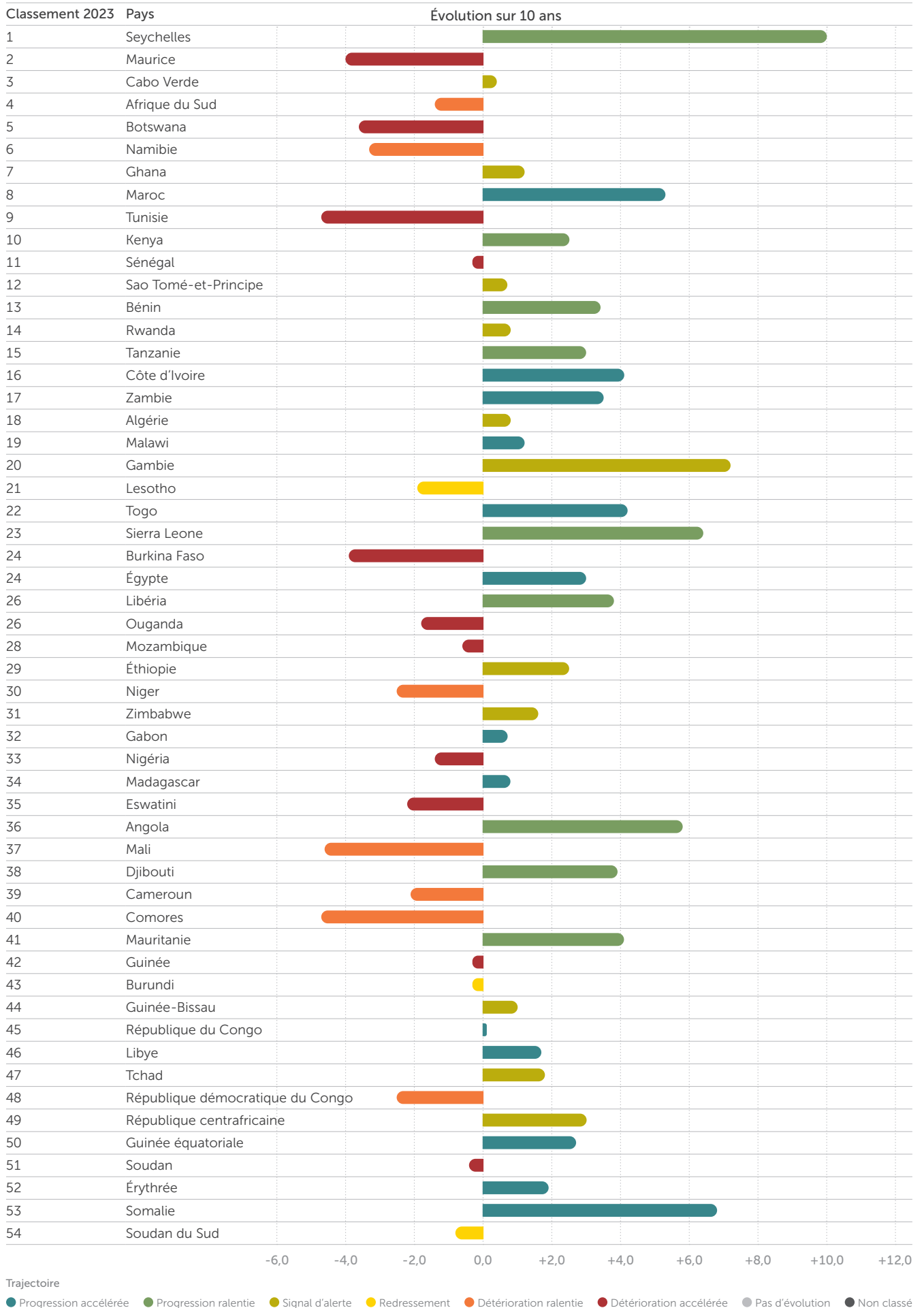


Progression la plus forte	Seychelles
Évolution 2014-2023	+10,0
Score/rang (2023)	75,3/1 ^{er}
Détérioration la plus forte	Comores et Tunisie
Évolution 2014-2023	-4,7
Score/rang (2023)	42,8/40 ^e et 61,2/9 ^e

Mesures sous-jacentes	Score (2023)	Évolution sur 10 ans (2014-2023)	
Sécurité et État de droit	47,9	-1,6	
Participation, droits et inclusion	48,7	-0,2	
Fondement des opportunités économiques	48,9	+2,8	
Développement humain	51,6	+2,9	

Gouvernance globale : Classement en 2023, évolution sur 10 ans et trajectoire (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim



Gouvernance globale 2014-2023 : La faible évolution moyenne du continent masque des tendances très divergentes au sein du continent et entre les différentes dimensions de la gouvernance.

Principales conclusions

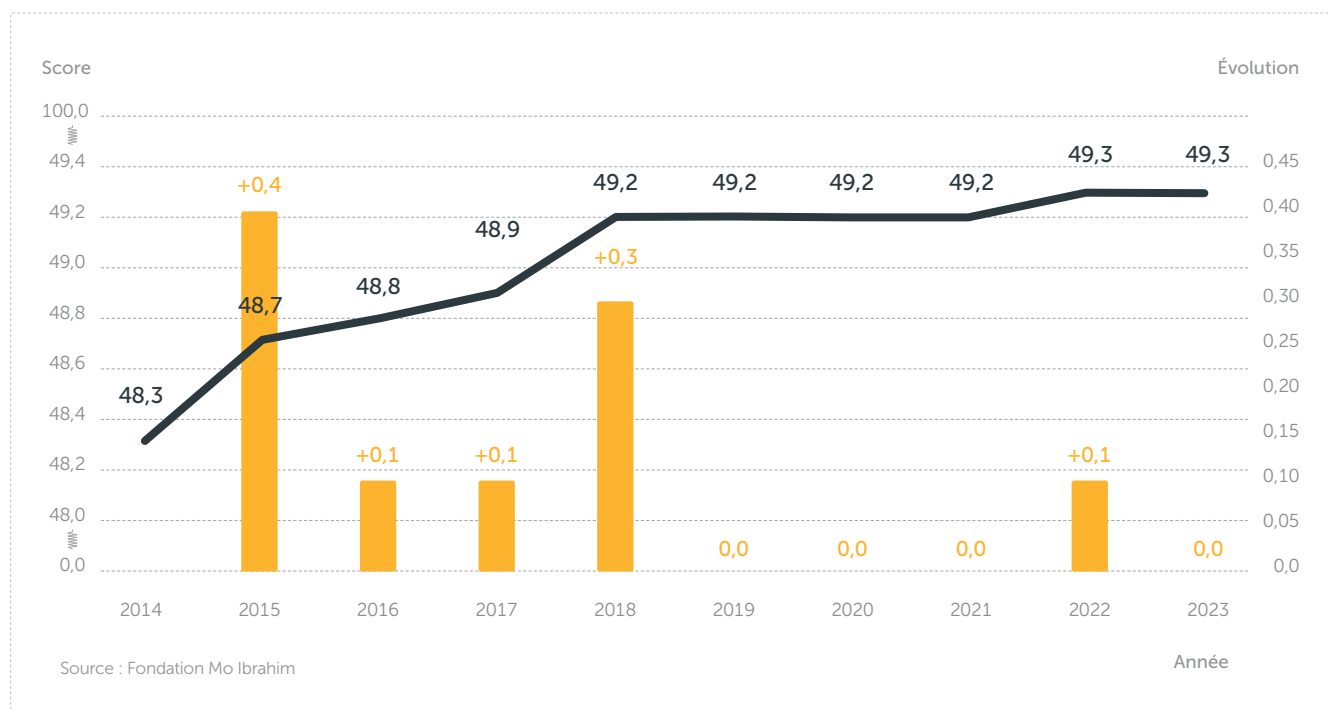
En moyenne sur le continent, la **Gouvernance globale** stagne depuis 2022

1. Progrès pour un peu plus de la moitié (52,1%) de la population du continent, détérioration pour l'autre moitié

En moyenne sur le continent, le progrès est resté limité à 1,0 point. On n'enregistre pratiquement aucun progrès depuis 2018, et aucun en 2022.

Dans 33 pays représentant un peu plus de la moitié (52,1 %) de la population du continent, le score de *Gouvernance globale* a progressé au cours de la décennie. Pour les 21 pays restants, où vit 47,9 % de la population du continent, le niveau de gouvernance globale est moins bon en 2023 qu'en 2014.

Afrique : *Gouvernance globale* scores et évolution annuelle (2014-2023)



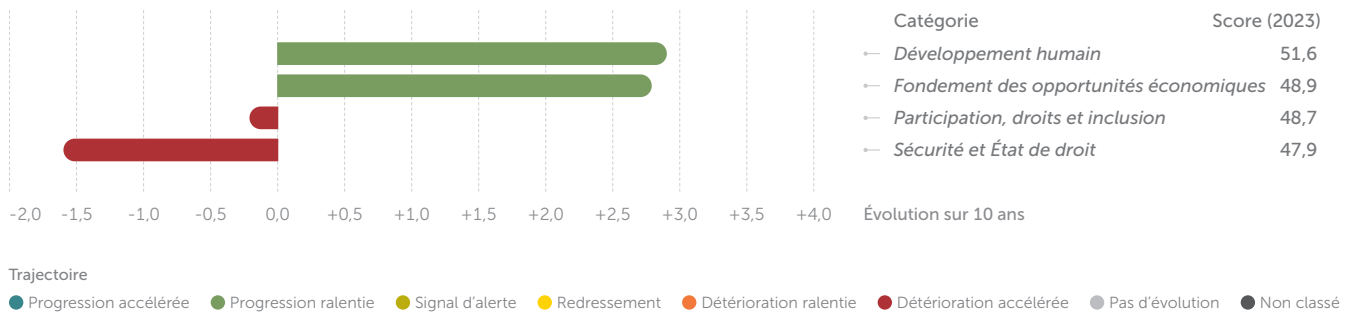
2. La détérioration continue de la catégorie *Sécurité et État de droit* continue de saper les progrès encore enregistrés dans les catégories *Développement humain* et *Fondement des opportunités économiques*

Cette tendance générale préoccupante est due à la détérioration continue de *Sécurité et État de droit*, la catégorie qui s'est le plus dégradée depuis 2014 (-1,6 point), ainsi que, dans une moindre mesure, à la trajectoire irrégulière de *Participation, droits et inclusion*, qui se conclue par une chute de 0,2 point entre 2014 et 2023. Pour les deux catégories, la détérioration s'est même accélérée au cours des cinq dernières années.

- La détérioration est la plus forte dans les sous-catégories *Sécurité et sûreté* et *Participation*, qui enregistrent une perte substantielle de 5,0 et 4,5 points respectivement, tandis que *Droits* (-2,8) et *Redevabilité et transparence* (-1,4) déclinent également, mais dans une moindre mesure.

Afrique : scores par catégorie, évolution sur 10 ans et trajectoire (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim



Parallèlement, *Développement humain* (+2,9) et *Fondement des opportunités économiques* (+2,8) se sont améliorés au cours de la décennie examinée, mais les progrès ralentissent depuis 2019.

- Cette tendance au ralentissement de l'amélioration s'applique à toutes les sous-catégories de ces deux catégories depuis 2019, à l'exception de *Santé*, qui a encore accéléré sa progression, et de *Protection sociale*, restée constante.

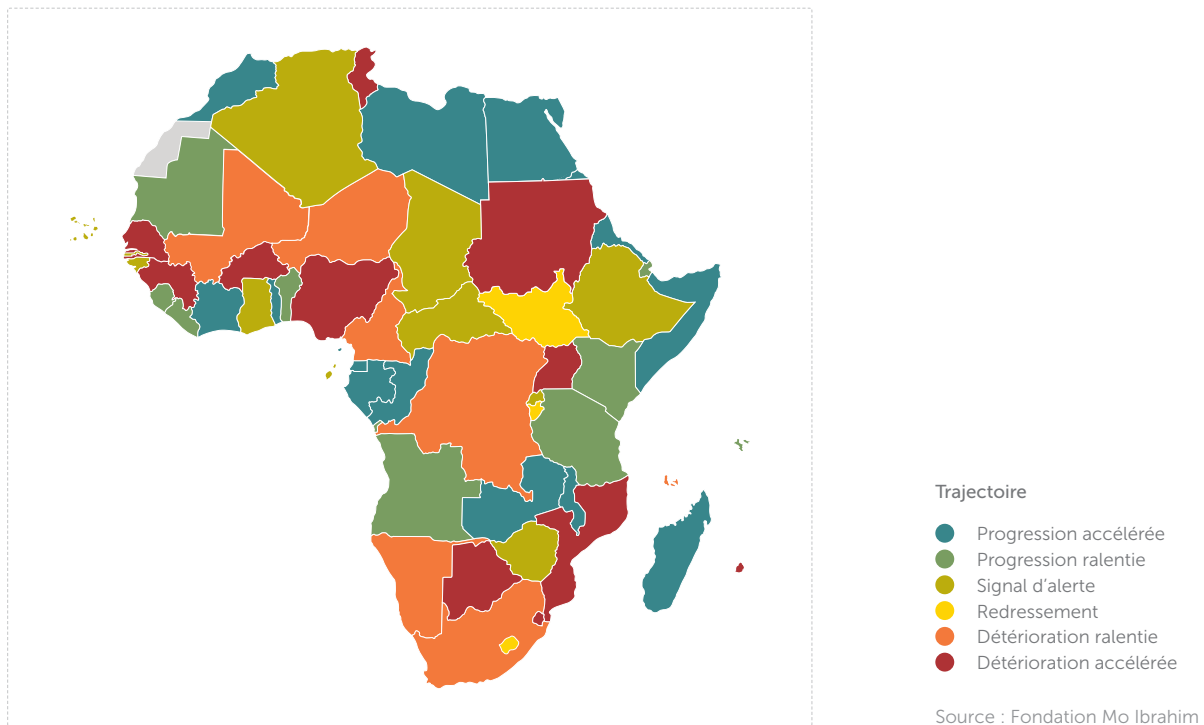
Variations inattendues des performances de *Gouvernance globale* au niveau des pays

1. Les progrès accélèrent dans 13 pays, tandis que la détérioration s'accroît dans 11 autres

Au cours de la décennie, 13 pays (Côte d'Ivoire, Égypte, Érythrée, Gabon, Guinée équatoriale, Libye, Madagascar, Malawi, Maroc, République du Congo, Somalie, Togo, Zambie), représentant plus d'un cinquième (20,5 %) de la population du continent, enregistrent des progrès, dont le rythme s'accroît même depuis 2019.

Dans 11 pays (Botswana, Burkina Faso, Eswatini, Guinée, Maurice, Mozambique, Nigéria, Ouganda, Sénégal, Soudan, Tunisie) représentant près d'un tiers (29,3 %) de la population du continent, on observe depuis 2014 une détérioration dont le rythme s'accroît dans la deuxième partie de la décennie.

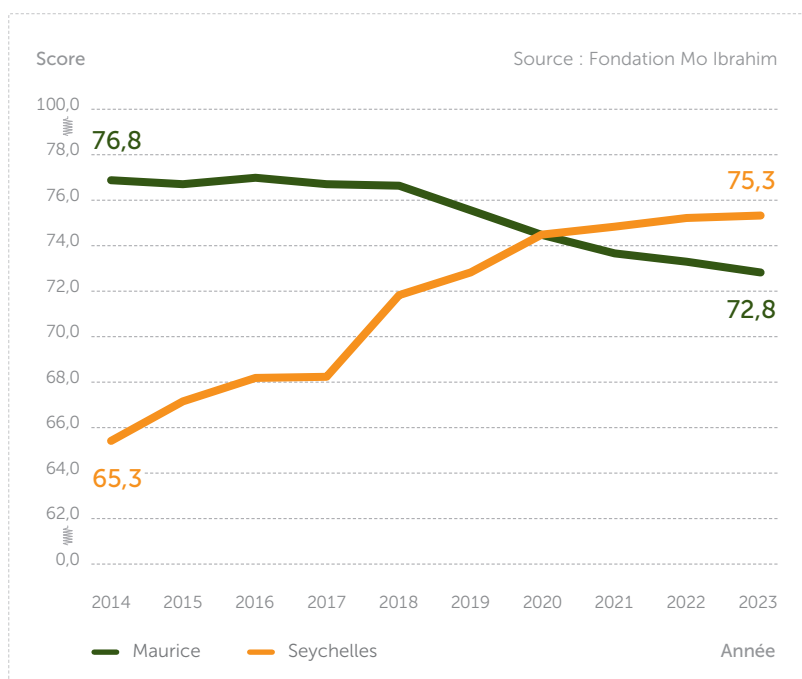
Afrique : Trajectoires de *Gouvernance globale* (2023)



2. Remaniement en tête du classement

Les Seychelles ont supplanté Maurice à la tête du classement en 2020. Les Seychelles sont à la fois le pays le plus performant et celui qui a le plus progressé sur le continent, avec une variation impressionnante de +10,0 points qui a propulsé le pays du septième au premier rang du classement entre 2014 et 2023. Maurice suit une trajectoire opposée caractérisée par une détérioration de plus en plus marquée au cours de la décennie, qui se solde par une chute de 4,0 points.

Seychelles et Maurice : Scores de *Gouvernance globale* (2014-2023)



3. Les détériorations les plus importantes se répartissent sur l'ensemble du continent

Outre Maurice (-4,0/2^e), trois des dix premiers pays du classement figurent parmi les dix plus fortes détériorations du continent, avec une baisse d'environ cinq points : Tunisie (-4,7/9^e), Botswana (-3,6/5^e) et Namibie (-3,3/6^e).

Les Comores, pays qui a le plus régressé au cours de la décennie, perdent 12 places. La République démocratique du Congo, quatrième pays le plus peuplé d'Afrique, se classe au 48^e rang et suit une trajectoire de détérioration croissante depuis 2014.

Les 10 détériorations les plus marquées

	Évolution sur 10 ans	Rang
Comores	-4,7	40
Tunisie	-4,7	9
Mali	-4,6	37
Maurice	-4,0	2
Burkina Faso	-3,9	24
Botswana	-3,6	5
Namibie	-3,3	6
République démocratique du Congo	-2,5	48
Niger	-2,5	30
Eswatini	-2,2	35

Source : Fondation Mo Ibrahim

4. Les améliorations les plus importantes se répartissent également sur l'ensemble du continent

Six pays, classés du premier au 53^e rang, enregistrent une amélioration de plus de cinq points : Seychelles (+10,0/1^{er}), Gambie (+7,2/20^e), Somalie (+6,8/53^e), Sierra Leone (+6,4/23^e), Angola (+5,8/36^e) et Maroc (+5,3/8^e).

Le Togo, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie et Djibouti enregistrent également des progrès notables d'environ quatre points.

Les 10 améliorations les plus marquées

	Évolution sur 10 ans	Rang
Seychelles	+10,0	1
Gambie	+7,2	20
Somalie	+6,8	53
Sierra Leone	+6,4	23
Angola	+5,8	36
Maroc	+5,3	8
Togo	+4,2	22
Côte d'Ivoire	+4,1	16
Mauritanie	+4,1	41
Djibouti	+3,9	38

Source : Fondation Mo Ibrahim

5. 11 pays présentent des signes d'alerte et trois rebondissent

Les 11 pays présentant des signes d'alerte se classent de la troisième à la 49^e place : Cabo Verde (+0,4/3^e), Ghana (+1,2/7^e), Sao Tomé-et-Principe (+0,7/12^e), Rwanda (+0,8/14^e), Algérie (+0,8/18^e), Gambie (+7,2/20^e), Éthiopie (+2,5/29^e), Zimbabwe (+1,6/31^e), Guinée-Bissau (+1,0/44^e), Tchad (+1,8/47^e), République centrafricaine (+3,0/49^e).

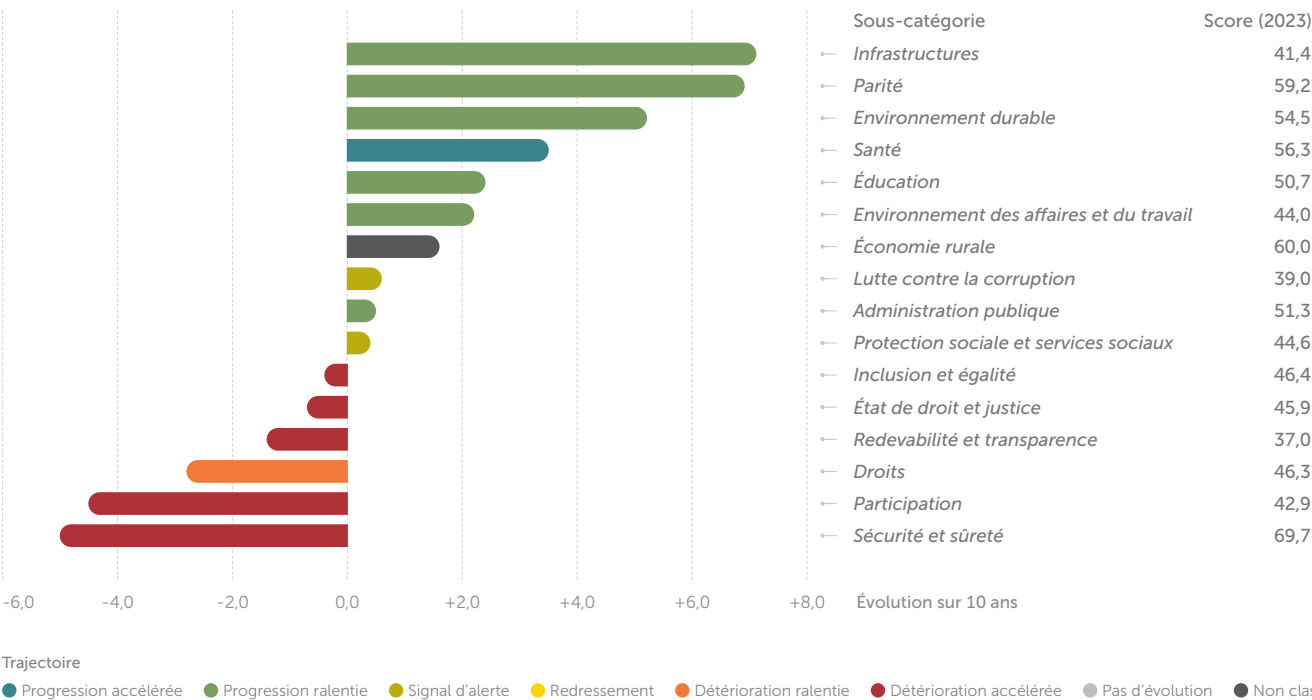
Seuls trois pays enregistrent une trajectoire de rebondissement. Lesotho (-1,9/21^e), Burundi (-0,3/43^e), Soudan du Sud (-0,8/54^e).

Des trajectoires très divergentes selon les dimensions de gouvernance

Le continent continue d'enregistrer des progrès dans les sous-catégories liées au développement économique et humain, mais ces progrès sont freinés par la détérioration de sous-catégories clés liées à la gouvernance, telles que *Participation*, *Droits*, *État de droit et justice* et *Sécurité et sûreté*.

Afrique : scores par sous-catégorie, évolution sur 10 ans et trajectoire (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim



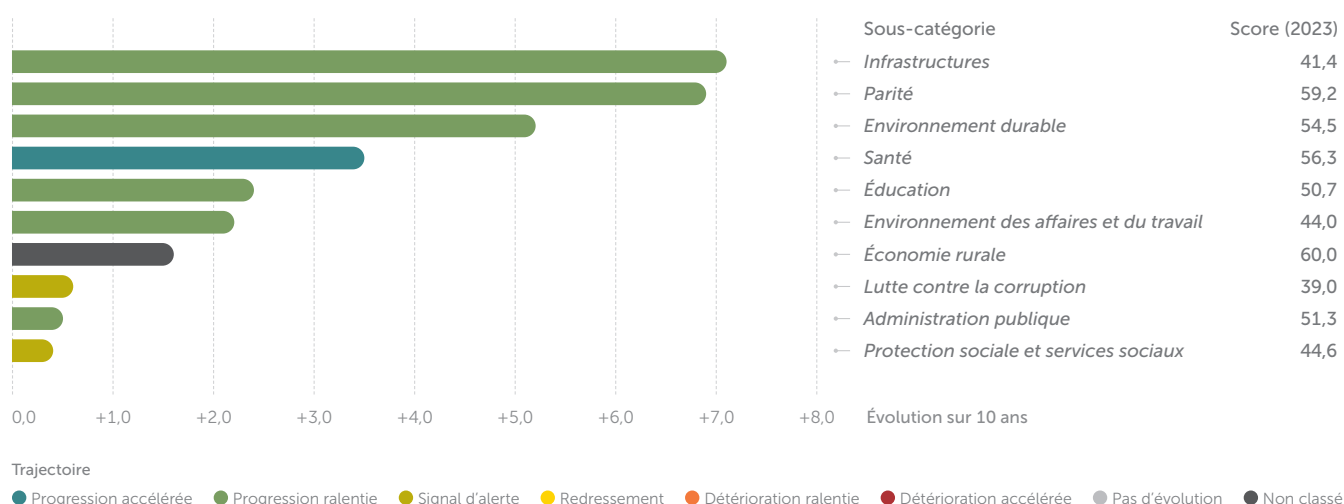
1. Les domaines *Infrastructures*, *Parité* et *Santé*, ont progressé pour plus de 90 % des citoyens africains du continent africain au cours de la décennie 2014-2023 ; dans ces domaines, le progrès s'est même amélioré pour une majorité de pays à partir de 2019

Infrastructures (+7,1 points au niveau continental)

- Pour la quasi-totalité de la population du continent (95,7 %), soit la population de 52 pays, la sous-catégorie *Infrastructures* s'est améliorée au cours de la décennie. Les 24 pays où elle progresse à un rythme accéléré depuis 2019 représentent plus d'un tiers (36,1 %) de la population du continent.

Afrique : scores de sous-catégories sélectionnées, évolution sur 10 ans et trajectoire (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim



- Cette tendance positive est principalement due aux progrès substantiels réalisés dans les domaines suivants : *Communications mobiles* (+19,8), *Accès numérique* (+16,2) et *Accès à l'énergie* (+7,2).
- En revanche, *Réseau de transport et postal* (-4,0) s'est détérioré sur la période.

Parité (+6,9 points au niveau continental)

- Pour 94,8 % de la population du continent, soit la population de 47 pays, la sous-catégorie *Parité* s'est améliorée sur la période. Dans 23 pays représentant 60 % de la population du continent, elle progresse même à un rythme accéléré depuis 2019.
- Cette tendance positive est principalement due à des progrès substantiels dans les domaines suivants : *Législation contre les violences à l'encontre des femmes* (+16,7), *Perception des citoyens en matière de leadership féminin* (+14,5) et *Pouvoir et représentation politiques des femmes* (+6,5).

Santé (+3,5 points au niveau continental)

- Pour près de 90 % (89,1 %) de la population du continent, soit la population de 47 pays, la sous-catégorie *Santé* s'est améliorée depuis 2014. Les 28 pays où elle progresse à un rythme accéléré depuis 2019 accueillent plus d'un tiers (36,2 %) de la population du continent.
- Cette tendance positive est principalement due aux progrès substantiels réalisés dans les domaines suivants : *Santé infantile et maternelle* (+7,9), *Contrôle des maladies contagieuses* (+6,6) et *Accès à l'eau et à l'assainissement* (+5,3).
- Malgré cette progression quasi générale, *Perception des citoyens en matière de prestation des soins de santé* a enregistré une forte détérioration (-6,9).

Éducation (+2,4 points au niveau continental)

- Pour 64,1 % de la population du continent, soit la population de 40 pays, la sous-catégorie *Éducation* s'est améliorée depuis 2014. Les 17 pays où elle progresse à un rythme accéléré depuis 2019 représentent 23 % de la population du continent.
- Cette tendance positive est principalement due aux progrès réalisés dans le domaine *Achèvement des études* (+6,1).

2. Dans les domaines *Environnement durable* et *Environnement des affaires et du travail*, des progrès ont été enregistrés pour la grande majorité des citoyens du continent au cours de la décennie, bien que le rythme des améliorations ralentisse depuis 2019

Environnement durable (+5,2 points au niveau continental)

- Dans 45 pays représentant 90,3 % de la population du continent, la sous-catégorie *Environnement durable* a progressé au cours de la décennie, toutefois ces progrès ont ralenti depuis 2019 dans 25 pays représentant 54,7 % de la population du continent.
- Ce résultat est dû à la forte progression de tous les indicateurs sous-jacents, mais surtout à l'amélioration de l'indicateur *Qualité de l'air* (+11,9).

Environnement des affaires et du travail (+2,2 points au niveau continental)

- Dans 38 pays représentant 71,1 % de la population du continent, *Environnement des affaires et du travail* a progressé tout au long de la décennie, toutefois ces progrès ont ralenti depuis 2019 dans 14 pays représentant un cinquième de la population du continent.
- Cette évolution est principalement due aux progrès substantiels réalisés dans les domaines *Accès à des services bancaires* (+6,7) et *Intégration régionale* (+4,4).
- Cependant, l'indicateur *Perception des citoyens en matière d'opportunités économiques* se détériore fortement sur la période (-12,4).

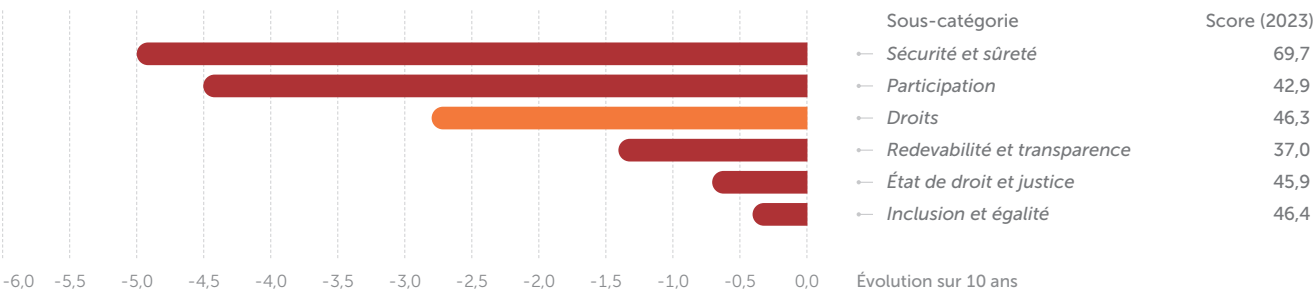
Administration publique (+0,5 point au niveau continental)

- Dans 28 pays représentant 43,8 % de la population du continent, la sous-catégorie *Administration publique* s'est améliorée, toutefois ces progrès ont ralenti depuis 2019 dans 12 pays représentant un cinquième de la population du continent.
- Cette évolution est principalement due aux progrès substantiels réalisés dans les domaines *Capacité du système statistique* (+7,9) et *Efficacité de l'administration* (+5,0).
- Cependant, les indicateurs *Gestion budgétaire et financière* (-6,4) et *Perception des citoyens en matière de facilité d'obtention d'un document d'identité* (-5,2) ont enregistré des baisses préoccupantes.

3. Depuis 2014, pour environ 80 % de la population du continent on enregistre une détérioration inquiétante dans les domaines *Sécurité et sûreté*, *Participation* et *Droits*. Dans la plupart de ces domaines, cette détérioration s'est même accélérée au cours de la deuxième moitié de la décennie

Afrique : scores des sous-catégories sélectionnées, évolution sur 10 ans et trajectoire (2014-2023)

Source : Fondation Mo Ibrahim



Sécurité et sûreté (-5,0 points au niveau continental)

- Dans 43 pays représentant 77,9 % de la population du continent, la sous-catégorie *Sécurité et sûreté* a décliné entre 2014 et 2023. Dans 26 pays représentant plus de la moitié (53,9 %) de la population du continent, cette détérioration s'est accélérée au cours des cinq dernières années.
- Cette tendance négative est principalement due à la forte détérioration des indicateurs *Perception des citoyens en matière de sécurité et de sûreté* (-10,9) et *Absence de violences à l'encontre de la population civile* (-7,7).

Participation (-4,5 points au niveau continental)

- Dans 38 pays représentant 77,3 % de la population du continent, la sous-catégorie *Participation* se détériore depuis 2014. Dans 20 pays représentant 30,3 % de la population du continent, cette détérioration s'est accélérée au cours des cinq dernières années.
- Cette tendance négative est principalement due à la forte détérioration des indicateurs *Libertés d'association et de réunion* (-8,4) et *Espace accordé à la société civile* (-6,3).
- Le seul signal positif est le progrès minime enregistré par *Gouvernance délibérative et participative* (+0,1).

Droits (-2,8 points au niveau continental)

- Dans 38 pays représentant 80,3 % de la population du continent, la sous-catégorie *Droits* s'est détériorée entre 2014 et 2023. Dans 16 pays représentant 50 % de la population du continent, la détérioration s'est accélérée au cours de la deuxième moitié de la décennie.
- Cette tendance préoccupante est principalement tirée par les indicateurs *Perception des citoyens en matière de liberté d'expression* (-8,0) et *Liberté numérique* (-6,0).
- Toutefois, des progrès substantiels ont été enregistrés dans le domaine *Protection contre la discrimination* (+7,7).

4. Pour environ 60 % de la population du continent les sous-catégories *Redevabilité et transparence*, *État de droit et justice* et *Protection sociale et bien-être* se sont également détériorées au cours de la décennie ; dans la plupart de ces sous-catégories, le déclin s'accélère depuis 2019

Redevabilité et transparence (-1,4 point au niveau continental)

- Dans 31 pays représentant 63,7 % de la population du continent, *Redevabilité et transparence* a décliné entre 2014 et 2023. Dans 17 pays représentant 42,1 % de la population du continent, cette détérioration s'est accélérée au cours de la deuxième moitié de la décennie.
- Cette tendance préoccupante est principalement due à la dégradation substantielle des indicateurs *Absence d'influence induite* (-9,1) et *Contrepouvoirs institutionnels* (-6,7).
- Des progrès significatifs ont néanmoins été réalisés dans les domaines *Transparence des archives publiques* (+5,9) et *Accès aux archives publiques* (+5,1).

État de droit et justice (-0,7 point au niveau continental)

- Dans 33 pays représentant 64,8 % de la population du continent, la sous-catégorie *État de droit et justice* s'est détériorée sur la période. Dans 17 pays représentant 40 % de la population du continent, cette détérioration s'est accélérée au cours de la deuxième moitié de la décennie.
- Cette baisse est principalement due à la détérioration des indicateurs *Perception des citoyens en matière d'état de droit* (-5,0) et de *Respect de l'état de droit par le pouvoir exécutif* (-3,1).

Protection sociale (+0,4 point au niveau continental)

- Dans 27 pays représentant 62,8 % de la population du continent, la sous-catégorie *Protection sociale* s'est détériorée depuis 2014. Dans 16 pays représentant 41,9 % de la population du continent, cette détérioration s'est accélérée au cours de la deuxième moitié de la décennie.
- Cette tendance préoccupante est principalement due à la forte dégradation de *Perception des citoyens en matière de protection sociale et de pauvreté vécue* (-9,4) et à celle, moins marquée, de *Sécurité alimentaire* (-1,9).
- Toutefois, des progrès ont été enregistrés dans les domaines *Logement décent* (+3,4), *Correction des inégalités socioéconomiques* (+3,3) et *Filets de protection sociale* (+2,7).

Inclusion et égalité (-0,4 point au niveau continental)

- Dans 29 pays représentant 47,3 % de la population du continent, la sous-catégorie *Inclusion et égalité* s'est détériorée sur la décennie. Dans 20 pays représentant 34,3 % de la population du continent, cette détérioration s'est accélérée au cours de la deuxième moitié de la décennie.
- Cette tendance négative est principalement due au déclin des indicateurs *Égalité en matière de représentation politique* (-1,4) et *Égalité en matière de libertés individuelles* (-1,3).

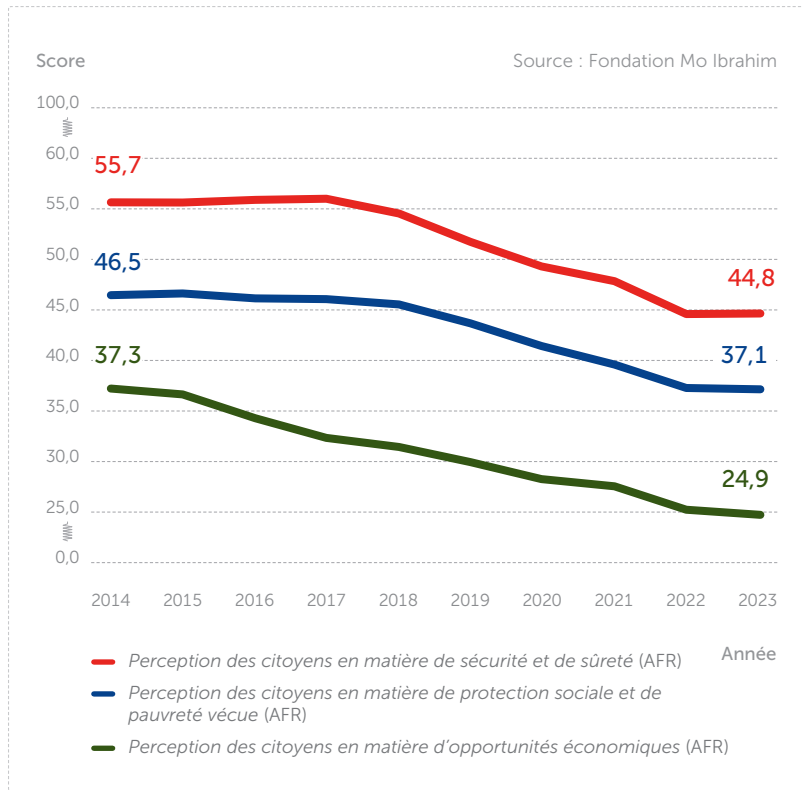
Lutte contre la corruption : Signal d'alerte

Si la sous-catégorie *Lutte contre la corruption* a enregistré des progrès minimes (+0,6) en moyenne sur le continent sur la décennie, elle s'est détériorée dans 28 pays représentant près de la moitié (46,9 %) de la population du continent. Dans 11 pays représentant 14,8 % de la population du continent, cette détérioration s'est accélérée au cours de la deuxième moitié de la décennie. Ce récent déclin est principalement dû à la détérioration des indicateurs *Perception des citoyens en matière de lutte contre la corruption* (-8,4) et de *Procédures de passation des marchés publics* (-0,4). La tendance positive au niveau continental est liée à l'amélioration des indicateurs *Absence de corruption au sein du secteur privé* (+4,2) et d'*Absence de corruption au sein du secteur public* (+2,2).

Même lorsque les dimensions de gouvernance affichent des progrès, les perceptions des citoyens sur le terrain s'effondrent

Les trois indicateurs de l'IIAG qui se sont le plus dégradés entre 2014 et 2023 sont tous liés à la perception publique : *Perception des citoyens en matière d'opportunités économiques* (-12,4), *Perception des citoyens en matière de sécurité et de sûreté* (-10,9) et *Perception des citoyens en matière de protection sociale et de pauvreté vécue* (-9,4).

Afrique : indicateurs sélectionnés (2014-2023)



La disponibilité et la qualité des données continue d'être un sujet : malgré d'importantes améliorations, la mauvaise qualité et le caractère incomplet des données limitent l'évaluation

Depuis sa création, la Fondation joue un rôle de premier plan dans le renforcement du paysage des données en Afrique et continue de soutenir financièrement certains fournisseurs de données essentiels.

Grâce à des améliorations de la disponibilité des données, l'IIAG 2024 comprend de nouvelles variables clés mesurant des questions telles que l'ingérence politique dans la fonction publique, l'indépendance des nominations dans les organes de lutte contre la corruption ainsi que l'accès des groupes politiques aux services publics.

L'insuffisance de données empêche toutefois la mesure adéquate de sous-catégories clés telles qu'*Éducation* et *Économie rurale*. Dans les deux cas, plus d'un cinquième des points de données des variables de la série chronologique de l'IIAG 2024 (2014-2023) n'étaient pas disponibles à la source et n'ont pas pu être estimés (23,7 % et 21 %, respectivement).

Les données relatives à la gouvernance demeurent très lacunaires pour ce qui concerne l'économie informelle, les structures et les capacités de santé, le travail des enfants, les flux financiers illicites, la discrimination, le handicap ainsi que le recyclage et la gestion des déchets.



mo.ibrahim.foundation

FB→ /MoIbrahimFoundation

X→ @Mo_IbrahimFdn #IIAG

IG→ moibrahimfoundation

